



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE L'INDRE

DDCSPP
SPAÉ

ARRETE n° 2017-069-DDCSPP du 28 juin 2017

mettant la société LEFEVRE en demeure de notifier la cessation d'activité de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VILLENTOIS au lieu-dit « Chemin Neuf Est ».

Le Préfet de l'Indre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 511-1, L. 512-1 et R. 512-39-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R 511-9 du Code susvisé, et notamment la rubrique n° 2510 ;

Vu l'arrêté du ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 91-E-1190 du 4 juillet 1991 autorisant la Sarl Entreprise JACQUET à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de VILLENTOIS au lieu-dit « Chemin Neuf Est » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 94-E-4010 bis du 11 octobre 1994 portant transfert au profit de la société LEFEVRE de l'autorisation d'exploiter susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-E-245 du 5 février 1999 fixant le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière susvisée ;

Vu la demande en date du 21 mars 2012, complétée le 24 juin 2014, présentée par la société LEFEVRE en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière mentionnée ci-après ;

Vu la demande de compléments adressée par l'inspection des installations classées à la société LEFEVRE le 3 décembre 2015 ;

Vu les courriers de relance adressés par l'inspection des installations classées à la société LEFEVRE les 26 septembre 2016 puis 12 décembre 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet en date du 9 juin 2017 ;

Vu le courrier préfectoral du 23 juin 2017 adressé à la société LEFEVRE lui notifiant la clôture sans suite de sa demande d'autorisation d'exploiter susvisée ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter susvisée est échue depuis le 4 juillet 2011 ;

Considérant que les éléments de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter déposée par la société LEFEVRE le 12 mars 2012 et complétée le 24 juin 2014 ont été jugés insuffisants pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier les caractéristiques du projet sur son site et dans son environnement ;

Considérant que les compléments à apporter à la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter susvisée ont été adressés à plusieurs reprises à la société LEFEVRE sans que celle-ci n'y donne suite ;

Considérant que la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter susvisée a par conséquent été clôturée sans suite ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, il convient que la société LEFEVRE notifie la cessation d'activité et que le site soit remis en état afin notamment qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la mise à l'arrêt définitif de la carrière n'a pas été notifiée au préfet par la société LEFEVRE ;

Considérant que les travaux de remise en état prescrits par l'arrêté préfectoral susvisé du 4 juillet 1991 n'ont pas été réalisés ;

Considérant que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est de ce fait pas garantie ;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser cette situation et que la société LEFEVRE doit être mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de se conformer aux dispositions réglementaires applicables à l'échéance de l'autorisation d'exploiter une carrière ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

ARRETE :

Article 1 : Mise en demeure

La société LEFEVRE, dont le siège social est situé au 22, rue des Grands Champs à BLOIS (41000), est mise en demeure de notifier la cessation d'activité de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VILLENTOIS au lieu-dit « Chemin Neuf Est » :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en déposant un dossier de cessation d'activité décrivant les dispositions prises dans le cadre de la remise en état du site conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral n° 91-E-1190 du 4 juillet 1991 modifié :

« L'exploitant doit joindre à la notification de cessation d'activité :

- un dossier comprenant le plan de la carrière à jour,*
- un mémoire sur l'état du site contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux effectués ou prévus, ainsi que les mesures prises ou prévues pour assurer la protection de l'environnement et éviter les dangers. »*

Article 2 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le directeur de la société LEFEVRE à l'adresse postale - 22, rue des Grands Champs à BLOIS (41000), et publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, rubrique « recueil des actes administratifs ».

Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de Villentrois et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire.

Article 4 : Délais et voies de recours

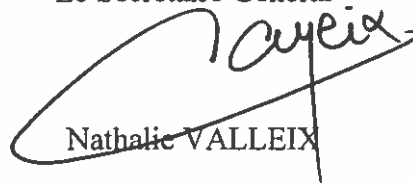
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai fixé par la saisine du Tribunal Administratif.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Maire de Villentrois et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Nathalie VALLEIX

